

Commission : Sommet UE – candidats à l'adhésion

Problématiques : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur : Pays-Bas

Le Royaume des Pays-Bas se situe en Europe de l'Ouest, partageant des frontières terrestres avec l'Allemagne et la Belgique. Sa capitale est Amsterdam et sa langue officielle le néerlandais. Les Pays-Bas sont bordés par la Mer du Nord. Leur superficie est de 41 540 km carrés et leur population est de près de 17.6 millions. Le Royaume des Pays-Bas est membre de l'Union Européenne depuis le 1er Janvier 1958 et est membre de la zone euro et l'espace Schengen. C'est une monarchie constitutionnelle et parlementaire dont le roi est Willem Alexander et le premier ministre est Mark Rutte, du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) de centre droite. L'économie du pays est basée sur le commerce, les Pays-Bas sont la sixième puissance économique de la zone euro. En 2022 son PIB était de 941 186 M€.

L'union européenne est actuellement formée de 27 membres dans le but d'établir la stabilité et la prospérité en Europe. L'UE intègre des nouveaux membres par le processus d'élargissement sous la condition que ces candidats respectent les principes fondamentaux de l'UE (droits de l'homme, démocratie...), ce qui encourage ces pays à faire des réformes économiques et politiques.

Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050?

Le problème que pose l'élargissement et qui préoccupe les Pays Bas est le fait que beaucoup de pays qui cherchent à faire partie de l'Union européenne ne répondent pas aux exigences politiques et sociales que l'Union demande et cela peut poser des problèmes internes dans l'organisation, donc le processus de sélection est long car on doit bien s'assurer que les pays candidats s'engagent vraiment à respecter ces mesures et comprennent bien les principes que partagent tous les pays de l'organisation. De plus, les pays candidats doivent aussi avoir une certaine stabilité économique pour pouvoir contribuer aux projets communs ou bien envoyer des aides à un pays qui les nécessite.

Les Pays Bas ont toujours été partisans d'intégrer de nouveaux membres à l'UE, notamment l'aplanissement vers les pays des Balkans occidentaux (Serbie, Monténégro, Kosovo...) qui sont ceux qui présentent le plus de candidatures. La confédération syndicale des Pays Bas (FNV) pense que l'élargissement de l'Union européenne contribuerait à atteindre la démocratie, la paix et la stabilité dans tout le continent européen et pourrait aussi mettre en avant le développement économique et le progrès social dans toute l'Europe, surtout maintenant qu'il y a autant de pays affectés par les conflits présents dans la zone Est du continent. Le gouvernement hollandais insiste aussi sur le fait qu'une réforme politique et institutionnelle est nécessaire avant l'élargissement pour être prêts face aux conséquences d'une UE plus grande et plus diversifiée, même si cela ne veut pas dire ralentir le processus d'élargissement. Néanmoins, les Pays Bas s'opposent à l'intégration de l'Ukraine en raison d'éviter tout type d'intervention militaire dans le conflit actuellement actif entre la Russie et l'Ukraine. Le pays s'oppose aussi à l'adhésion de la Turquie parce qu'elle ne respecte pas les droits des hommes et à cause de son intervention militaire en Syrie. Selon les Pays-Bas, la Turquie doit faire des réformes qui renforcent la démocratie. On pense que l'adhésion d'un nouveau pays à l'Union européenne doit apporter quelque sorte de bénéfice à l'ensemble des organisations ou bien contribuer aux projets communs et en proposer de nouveaux.

Les Pays Bas sont toujours en faveur des intérêts de l'Union européenne et tout ce qui sera bénéfique pour l'organisation, c'est pour cela que l'on garde une politique plutôt europhile. Mais le plus important pour nous est de protéger nos principes nationaux, donc toutes les décisions prises concernant l'adhésion de nouveaux pays dans l'Union européenne seront prises dans le but de faire ce que l'on croit mieux pour nous et pour l'UE. On propose donc de faire des réformes politiques dans l'organisation avant de faire de nouvelles adhésions pour pouvoir mieux être préparés face à une union plus grande et diverse, et de bien étudier la candidature de chaque pays pour s'assurer que les valeurs de ces pays sont dans la même voie et sont compatibles avec celles de l'organisation.